

Bell Canada

Une voix: Parlez-nous donc des sénateurs.

M. Nystrom: Il doit y en avoir beaucoup parmi les actionnaires de Bell Telephone. Je viens de nommer quelques actionnaires, monsieur l'Orateur, et comme vous le voyez il ne s'y trouvait pas beaucoup de simples citoyens.

Tout ce que désirent les députés libéraux et conservateurs, c'est de faciliter l'adoption de ce bill, c'est de permettre à une de nos grosses sociétés dépourvue de tout sentiment d'humanité de continuer plus facilement à gagner des millions sur le dos du Canadien moyen.

Je viens juste de remarquer une manchette du Ottawa *Citizen* qu'on vient de me remettre et qui déclare que Toronto est le principal souci de Bell; c'est bien de la ville de Toronto dont il s'agit. Certains députés de l'Ontario voudront peut-être faire quelques remarques à ce sujet. Je ne sais pas si le député de Toronto qui parraine ce bill a lu cet article ou s'il veut le commenter.

Nombreux sont les conservateurs et les libéraux qui prétendent, mais les conservateurs ne sont pas tellement intéressés à ce débat aujourd'hui, que les socialistes ou ceux qui préconisent l'étatisation ne sont efficaces, car leurs sociétés ne peuvent pas réaliser de profits et ainsi de suite. Je vous ai déjà cité les très bas tarifs pratiqués par les réseaux téléphoniques qui sont des sociétés d'État au Canada, comme devraient d'ailleurs l'être tous les réseaux téléphoniques à mon avis. Les plus bas tarifs au pays et le meilleur service sont offerts par les sociétés d'État dans les Prairies.

Et ce n'est pas tout, je trouve qu'en Saskatchewan, malgré de très bas tarifs en vigueur depuis de très nombreuses années, et en dépit du fait que cette province soit essentiellement rurale et qu'il en coûte beaucoup pour fournir un service téléphonique à cause des centaines de milliers de milles qui séparent petits villages, petites villes et fermes éparpillées des milles à la ronde, ce qui signifie qu'il a fallu construire et entretenir un réseau très coûteux, la société d'État fournit encore le service le moins cher de notre pays, tout en parvenant encore à réaliser des profits.

Laissez-moi vous citer un passage du rapport annuel de la société de télécommunications de la Saskatchewan qui s'appelle Sasktel. Les députés libéraux pourraient être intéressés de savoir que lors d'une récente convention du parti conservateur de la Saskatchewan, un des délégués a présenté une résolution dans laquelle devrait être considérée la possibilité, si je ne m'abuse, de vendre Sasktel. Le chef du parti conservateur s'est alors levé, a pris le micro et demandé le retrait de cette résolution. Cela indique bien que même un homme de l'extrême droite tel que le chef du parti conservateur de la Saskatchewan, qui a demandé le retrait de cette résolution, tient à protéger Sasktel.

On peut également considérer le cas du parti libéral et de feu Ross Thatcher qui fut le premier ministre de cette province. Il n'a rien fait pour vendre Sasktel ni la société hydro-électrique de la Saskatchewan qui sont des sociétés d'État de cette province. Bien au contraire, il a veillé à ce qu'elles demeurent des sociétés d'État. S'il avait essayé de les vendre, la population aurait été révoltée.

J'avais commencé à citer le rapport annuel de Sasktel . . .

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette de devoir interrompre l'honorable député mais son temps de

parole est expiré. Il peut cependant continuer s'il y a consentement unanime. Y a-t-il consentement unanime?

Des voix: D'accord.

Des voix: Non.

[Français]

M. Charles-Eugène Dionne (Kamouraska): Monsieur le président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention les députés de la Chambre, et je constate que le bill C-1001 qui a subi des transformations de numéro à l'occasion comporte surtout une demande d'autorisation de la société Bell Canada pour accroître la quantité de ses actions ordinaires sur le marché des capitaux, à vendre une plus grande quantité de ses actions que l'autorise sa charte actuelle afin d'obtenir de nouveaux capitaux. Nous constatons qu'il y a là un problème monétaire.

Je n'ignore pas que les entreprises groupées sous le nom de Bell Canada fournissent du travail à des milliers d'employés dans le domaine de l'exploitation du système du réseau téléphonique. D'autres filiales fabriquent des appareils de télécommunication, d'autres se spécialisent dans le domaine des recherches. Dans l'ensemble, c'est une organisation qui a mis le Canada à l'avant-garde de la technologie des télécommunications dans le monde, tout en fournissant de l'emploi à des milliers de Canadiens. Cela est vrai! Je suis partisan de la libre entreprise et je suis heureux qu'on l'encourage. Cependant, il est dans l'ordre de surveiller l'évolution des grandes sociétés qui peuvent devenir des monopoles. C'est pourquoi j'estime qu'il est normal de surveiller les modifications demandées, qui, selon moi, élimineraient l'un des contrôles qu'il est possible d'exercer sur ce monopole au nom de la population canadienne. En pleine crise inflationniste, alors que les gouvernements s'évertuent à trouver des moyens pour ralentir la hausse des prix et que l'on vient à peine de voir nos comptes de téléphone augmenter, nous nous demandons si ces demandes répétées de Bell Canada qui se plaint de ne pas faire de profits suffisants sont bien justifiées.

● (1732)

La vraie question qu'il faut se poser est la suivante: Est-ce que Bell Canada, compagnie avec plusieurs filiales, ne fait pas tous les profits provenant de ses filiales, un profit respectable? En effet, la compagnie de téléphone elle-même, avec tous les frais qu'occasionnent ses activités, peut difficilement faire de gros profits nécessaires, comme c'est le cas de Bell Canada, pour rendre attrayantes ses actions sur le marché des changes. Mais ses filiales compensent largement, nous le pensons du moins, pour le manque à gagner de la compagnie de téléphone. Sans accuser Bell Canada et ses filiales de faire des pirouettes administratives, qu'il nous soit permis de dire que nous trouvons prématurée et exagérée, considérant la conjoncture actuelle, la demande de la compagnie de téléphone. Il ne faut pas oublier que la société Bell Canada est un monopole et que c'est dans cette perspective qu'il faut juger quelle marge de revenus constitue un profit acceptable. Bien plus encore, parce que Bell Canada constitue un monopole, on est en mesure d'exiger de cette compagnie qu'elle fournisse à tous les usagers de toutes les régions un service comparable à celui des grands centres.